

# Économie & Politique

## Monde



L'effort pour comprimer les dépenses de l'État «est inédit sous la Ve République» (depuis 1958), a assuré le ministre français de l'Économie, Pierre Moscovici. © MDF

# Une «pause fiscale» toute relative en France

Le gouvernement socialiste français a annoncé mercredi des économies budgétaires «sans précédent» pour 2014, le jour où le pays enregistrait sa première baisse du nombre de chômeurs depuis plus de deux ans.

ISABELLE REPITON  
À PARIS

En 2012, quelques mois après l'arrivée au pouvoir des socialistes en France, le débat autour du budget 2013 tournait autour de la question: austérité ou pas? La communication gouvernementale avait préféré parler de «sérieux budgétaire».

En 2013, le débat lancé par le ministre de l'Économie, Pierre Moscovici lui-même en août tourne depuis des semaines autour du «ras-le-bol fiscal» des Français. L'opposition s'y est engouffrée, le Président François Hollande a promis une «pause fiscale», que son Premier ministre a modérée, en «quasi-stabilisation».

Alors que la prévision de croissance pour 2014, de 0,9%, est devenue plausible, et que la France a obtenu de la Commission européenne un délai de deux ans pour ramener son déficit budgétaire en deçà des 3% du PIB, Pierre Moscovici, qui présentait hier le projet de budget, parle pour 2014 d'effort de «redressement calibré» pour ne pas compromettre la reprise.

Si l'effort de rassurer ménages et entreprises sur la charge fiscale, de convaincre que le redressement des finances publiques est définitive-

ment engagé, et que le budget est tourné vers la croissance. Une présentation en trompe-l'œil. Illustrations:

• **Déficit public et dette en hausse:** En apparence, la réduction des déficits suit la trajectoire négociée par la France avec l'Union européenne en 2016, avec un déficit annoncé à -1,7% du PIB en 2014. Mais la France a déjà dérapé en 2013 par rapport à ses engagements avec un déficit de -2,6% du PIB (au lieu de -1,4 promis). Avec un solde budgétaire négatif de plus de 82 milliards d'euros prévu en 2014, le déficit nominal se creuse de 10 milliards. Du coup, le poids de la dette s'alourdit encore pour atteindre 95,1% du PIB en 2014 et sa courbe ne s'inverserait pas avant 2016.

• **Plus d'économies que de hausses d'impôts.** L'effort budgétaire «historique», annoncé par Pierre Moscovici et le ministre délégué chargé du budget, Bernard Cazeneuve porte sur 18 milliards d'euros qui se répar-

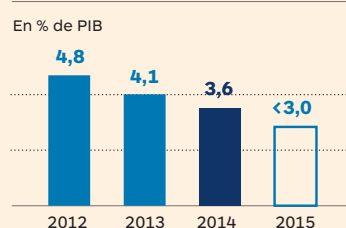
tissent en:  
- 15 milliards en économies de dépenses. Mais le poids de la dépense publique dans le PIB sera réduit de 0,4 point seulement à 56,7%.

- 3 milliards en hausse des recettes fiscales, dont 2 milliards apportés par le produit de la lutte contre la fraude et l'optimisation fiscales. Ce qui permet d'affirmer la quasi-stabilisation des taxes et prélèvements (+ 0,05% du PIB), après des hausses de 20 milliards en 2011 et en 2012.

• **Les ménages plus taxés que les entreprises.** De fait, pour les entreprises, la stabilité sera à peu près respectée. Si une taxe est instaurée sur l'excédent brut d'exploitation (+ 2,5 milliards), l'imposition forfaitaire du chiffre d'affaires des entreprises disparaît (-0,75 milliard) tout comme des mesures instaurées pour la seule année 2013, (-4,5 milliards). Et le crédit d'impôt compétitivité emploi, instauré en 2013, arrivera à plein régime, apportant un allègement fiscal de 10 milliards d'euros. Les ménages eux vont supporter un relèvement de la TVA au 1er janvier 2014 (+ 6,5 milliards d'euros).

Les familles imposables verront l'avantage lié au quotient familial réduit, les déductions pour enfants scolarisés aussi, et de nombreux avantages comme la niche fiscale des retraités ayant élevé au moins trois enfants (1,2 milliard) supprimés. En revanche, les foyers les plus modestes se verront appliquer une décote leur évitant de devenir imposables.

### FRANCE, DÉFICIT PUBLIC



### QUESTIONS À

AGNÈS VERDIER-MOLINIÉ

Directeur du think tank iFrap  
(une fondation qui scrute l'administration publique)

#### 1 Cette baisse «historique» des dépenses publiques annoncée par le gouvernement français, vous y croyez?

Non, on ne va pas baisser le montant global. On baisse sur une partie des dépenses de l'État mais on ne prend pas en compte la charge de la dette et les pensions des agents de l'État. La dépense de l'État, c'est entre 371 et 374 milliards d'euros, mais la dépense publique en France, elle, est au total de 1.150 milliards d'euros. C'est ce montant qui doit diminuer.

#### 2 Le pourcentage de taxation par rapport au PIB va augmenter. Pourquoi?

Il faudrait déjà beaucoup diminuer les dépenses pour pouvoir diminuer les impôts. Un point de PIB c'est 20 milliards d'euros, un déficit de 4% c'est 80 milliards d'euros. La Cour des comptes a dit que l'on serait à 14 milliards de déficit pour la «sécu» l'année prochaine sans compter le déficit des retraites, de l'État, de l'assurance chômage, etc. Si on additionne tous ces déficits, on va dépasser les 4% de déficit global.

#### 3 La France ne tiendra pas ses engagements envers l'Europe?

Oui, ce n'est même pas le seuil de 3% que l'on dépassera mais celui des 4%. Il n'y a aucune réforme structurelle pour diminuer la dépense. Par exemple, dans l'aide sociale, il n'y a aucun regroupement qui est fait entre les CPAS, les Caisses d'allocations familiales (CAF) et les Conseil généraux. On continue de doubler entre l'État et les collectivités locales. Autre exemple, on crée des intercommunales plutôt que de fusionner des communes alors que la France compte 40% des communes européennes. Résultat: quand vous additionnez le nombre d'écoles dans le premier et second degré en Allemagne et au Royaume-Uni, vous obtenez le même nombre d'écoles qu'en France. En France, tout le monde cherche à garder sa petite implication dans tous les secteurs. Résultat, tout le monde fait tout mais le fait mal.

#### 4 Vous n'attendez donc pas grand-chose de ce budget 2014?

Non, car on parle aux Français de diminution en milliards des dépenses alors qu'une partie de ces milliards est inventée. Dans les 9 ou 10 milliards économisés en 2014, au moins 2 milliards viennent du gonflement du potentiel de hausse. Le rapporteur général Christian Eckert pense que cette hausse naturelle des dépenses est de 7 milliards et nous pensons que c'est 5 milliards. Aucune instance indépendante n'a obtenu le droit de recalculer, même pas la Cour des comptes, ce n'est pas correct.

#### 5 Vous voyez des choses susceptibles de changer d'ici à la fin de la législature?

Oui, car il n'y a plus d'argent et Bercy va devoir faire des économies. Les maires commencent à arrêter d'embaucher et réduisent les effectifs. Les dirigeants des collectivités locales ne veulent plus de personnel statutaire et demandent de plus en plus des contrats de mission à durée déterminée, ou de mutualiser des fonctions. C'est un début.

BENJAMIN EVERAERT

### AVIS FINANCIERS

#### DEGROOF S.A.

Sicav de droit belge, OPCVM  
Rue Guimard, 18 - 1040 Bruxelles  
R.P.M. Bruxelles 0444 047 885

#### AVIS AUX ACTIONNAIRES

L'Assemblée générale ordinaire des actionnaires du 19 septembre 2013, ayant établi l'affectation des résultats des compartiments Real Estate et Real Estate Frabel pour l'exercice clos au 30 juin 2013, a décidé de mettre en paiement un dividende brut par action de distribution de :

- 117,00 euros pour le compartiment Real Estate (coupon n°5)
- 1,40 euros pour le compartiment Real Estate Frabel (coupon n°1)

En ce qui concerne le compartiment Real Estate Frabel, un dividende est distribué conformément aux dispositions fiscales en dépit un résultat à effectuer insuffisant. Le dividende comprend uniquement le montant qui doit être distribué conformément aux dispositions fiscales.

Le dividende sera payé aux propriétaires des actions de distribution du compartiment Real Estate et Real Estate Frabel à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2013 contre remise du coupon n° 5, respectivement n° 1 aux guichets de la Banque Degroof S.A., rue de l'Industrie 44, à 1040 Bruxelles.

Le dividende est soumis au prélèvement du précompte mobilier au taux de 25%.

Les demandes de souscription et de rachat introduites le 18 septembre 2013 après 13h15 seront exécutées ex-coupon pour le compartiment Real Estate. Les demandes de souscription et de rachat introduites le 17 septembre 2013 après 13h15 seront exécutées ex-coupon pour le compartiment Real Estate Frabel.

Le rapport annuel, le prospectus, les informations clés pour l'investisseur ainsi que les statuts sont disponibles gratuitement, en français et néerlandais, auprès de la Banque Degroof S.A., qui assure le service financier de la sicav, rue de l'Industrie 44, à 1040 Bruxelles.

Le Conseil d'Administration

## L'échéance budgétaire approche aux USA

Mardi, si le Congrès n'est pas parvenu à un accord budgétaire, plusieurs services publics devront fermer. Le risque est réel alors que démocrates et républicains continuent à s'opposer.

CATHERINE MOMMAERTS

Alors que la fin de l'année fiscale en cours approche à grand pas – on y sera lundi – les démocrates du Sénat refusent d'adopter le projet de loi qui leur a été transmis par la Chambre des représentants à majorité républicaine et prévoyant de financer le gouvernement américain à partir du 1<sup>er</sup> octobre. Le hic, pour eux, c'est que le texte priverait de fonds la réforme des soins de santé, projet phare du premier mandat du président Obama.

Les sénateurs démocrates veulent expurger le texte des mentions faites à l'Obamacare pour ne plus garder que les dispositions concernant le financement des services publics. Les démocrates disposent de 54 sièges sur cent au Sénat. Mais il leur faudra 60 voix pour éviter les pièges procéduriers tendus par les républicains et forcer le vote de leur texte. Pour l'instant, le dossier fait du surplace. Il se murmure que les sénateurs dé-

«Une fois que le Sénat aura agi, les républicains de la Chambre auront le choix entre adopter une loi de financement expurgée (...) ou forcer la fermeture du gouvernement fédéral.»

HARRY REID  
PRÉSIDENT DÉMOCRATE  
DU SÉNAT



mocrates attendront dimanche pour détricoter le projet de loi de la Chambre. Et ils pourraient avoir d'ici là les 60 voix permettant la mise au vote du texte corrigé (vote qui se fera ensuite à la majorité simple) alors que plusieurs sénateurs républicains se sont élevés en début de semaine contre la politique de terre brûlée des ultra-conservateurs du Tea Party.

Si la manœuvre démocrate réussit, il ne resterait alors que quelques heures à la Chambre pour voter un nouveau texte. Le risque d'une fermeture de certains services publics dès mardi matin est donc réel. La paralysie de l'État ne devrait pas s'éterniser cependant alors qu'un récent sondage de la CNBC montre que 59% des Américains s'opposent à ce que le financement des services publics soit lié à celui de la réforme des soins de santé. L'entêtement des républicains pourrait se heurter à cette réalité.

#### L'oléoduc de la discorde

L'autre gros morceau du moment – le relèvement du plafond de la dette publique avant qu'il ne soit crevé (le 17 octobre, selon le Trésor) – semble tout autant bloqué au Congrès. Ici, les républicains conditionnent leur

accord au report de l'Obamacare d'un an mais aussi à un feu vert du département d'État pour la construction d'une nouvelle portion de l'oléoduc Keystone XL. Ce pipeline géant est censé acheminer le pétrole issu des sables bitumineux de l'Alberta canadien vers les raffineries américaines du Golfe du Mexique. Le dossier traîne depuis six ans alors qu'Obama se montre réticent à donner son feu vert à un projet décrié par ses alliés environnementalistes.

L'accord devra techniquement venir du département d'État car il a une dimension internationale. Mais si la Maison-Blanche y met son veto, la diplomatie américaine suivra. Bref, les élus républicains du Congrès, majoritairement favorables à ce projet soutenu par l'industrie pétrolière, espèrent utiliser le plafond de la dette pour forcer la main de l'administration démocrate. La manœuvre devrait marcher à la Chambre, mais ce sera l'impasse au Sénat où plusieurs sénateurs démocrates, mais néanmoins favorables au projet qui devrait économiquement bénéficier à leur État, ont d'ores et déjà déclaré qu'ils refuseraient de torpiller les finances publiques du pays pour obtenir gain de cause.